

Convention collective départementale

**IDCC : 923. – MÉTALLURGIE
(Charente-Maritime)
(27 décembre 1976)**

(Etendue par arrêté du 20 janvier 1979,
Journal officiel du 18 mars 1979)

**ACCORD DU 5 DÉCEMBRE 2012
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES EFFECTIVES GARANTIES
ET À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2013**

NOR : ASET1350167M
IDCC : 923

Entre :

L'UIMM 17,

D'une part, et

Le syndicat des métaux de la Charente-Maritime FO ;

Le syndicat des métaux de la Charente-Maritime CFDT ;

Le syndicat des métaux de la Charente-Maritime CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les taux garantis annuels prévus par l'avenant du 19 avril 1991 conclu entre l'union des industries et métiers de la métallurgie de la Charente-Maritime (UIMM 17) et les syndicats CFDT et FO des métaux de la Charente-Maritime sont fixés pour l'année 2012 par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituant la rémunération annuelle effective garantie (RAEG) en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement.

Le présent barème est établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois.

Le présent barème sera adapté proportionnellement à l'horaire de travail effectif auquel est soumis le salarié.

Article 2

La valeur du point qui détermine les salaires minimaux hiérarchiques, base de calcul des primes d'ancienneté, est fixée à compter du 1^{er} janvier 2013 à 5,24 €.

Le barème, applicable à compter du 1^{er} janvier 2013, est annexé au présent avenant.

Ce barème tient compte des majorations des salaires minimaux hiérarchiques des ouvriers (5 %) et de celles des salaires minimaux hiérarchiques des agents de maîtrise d'atelier (7 %) prévues par la convention collective de la métallurgie du département de la Charente-Maritime.

Article 3

Le présent avenant sera déposé à la direction du travail et de l'emploi de la Charente-Maritime ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de La Rochelle dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 4

Les parties signataires décident de demander l'extension du présent accord.

Fait à La Rochelle, le 5 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des taux garantis annuels applicable pour l'année 2012

Base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MONTANT
V	3	395	29 727
		365	27 247
		335	25 021
		305	23 019
IV		285	21 615
		270	20 518
		255	19 421
III		240	18 324
		225	17 829
		215	17 685
II		190	17 283
		180	17 127
		170	17 068
I		155	16 977
		145	16 960
		140	16 946

Rémunérations minimales hiérarchiques à compter du 1^{er} janvier 2013

Valeur du point : 5,24 €.

Base 35 heures, soit 151,67 heures mensuelles.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise
I	1	140	1 733,60	733,60	
	2	145	2 759,80	759,80	
	3	155	3 812,20	812,20	
II	1	170	P 1 890,80	890,80	
	2	180		943,20	
	3	190	P 2 995,60	995,60	
III	1	215	P 3 1126,60	1 126,60	AM 1 1 126,60
	2	225		1 179,00	
	3	240	TA 1 1 257,60	1 257,60	AM 2 1 257,60

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise
IV	1	255	TA 2 1 336,20	1 336,20	AM 3 1 336,20
	2	270	TA 3 1 414,80	1 414,80	
	3	285	TA 4 1 493,40	1 493,40	AM 4 1 493,40
V	1	305		1 598,20	AM 5 1 598,20
	2	335		1 755,40	AM 6 1 755,40
	3	365		1 912,60	AM 7 1 912,60
	4	395		2 069,80	AM 8 2 069,80

Conformément à l'accord du 7 juillet 1980 intégrant les dispositions de l'accord national du 30 janvier 1980 relatif à des garanties applicables aux ouvriers dans notre convention collective, les ouvriers bénéficient d'une majoration de 5 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques, selon le barème suivant :

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
I	1	140	733,60	36,68	770,28
	2	145	759,80	37,99	797,79
	3	155	812,20	40,61	852,81
II	1	170	890,80	44,54	935,34
	2	180			
	3	190	995,60	49,78	1 045,38
III	1	215	1 126,60	56,33	1 182,93
	2	225			
	3	240	1 257,60	62,88	1 320,48
IV	1	255	1 336,20	66,81	1 403,01
	2	270	1 414,80	70,74	1 485,54
	3	285	1 493,40	74,67	1 568,07

Conformément à l'article 3 de l'accord du 7 juillet 1980, intégrant les dispositions de l'accord national du 30 janvier 1980, modifiant le protocole d'accord de septembre 1974 dans notre convention collective, les agents de maîtrise bénéficient d'une majoration de 7 % de leurs rémunérations minimales hiérarchiques.

Le barème à utiliser pour les agents de maîtrise est le suivant :

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
	1	215	1 126,60	78,86	1 205,46
	3	240	1 257,60	88,03	1 345,63

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION minimale hiérarchique	MAJORATION	RÉMUNÉRATION minimale y compris la majoration
	1	255	1 336,20	93,53	1 429,73
	3	285	1 493,40	104,54	1 597,94
V	1	305	1 598,20	111,87	1 710,07
	2	335	1 755,40	122,88	1 878,28
	3	365	1 912,60	133,88	2 046,48
	4	395	2 069,80	144,89	2 214,69